

## IL FAUT RESTAURER LA FOI PUBLIQUE !

La crise financière mondiale continue à faire des ravages dans les comptes des établissements bancaires, malgré la mobilisation désormais quasi quotidienne des banques centrales pour soutenir un système affolé déconnecté des réalités de la vie économique et sociale. En Europe, les citoyens attachés à la démocratie sont pris en otage de cette idéologie libérale fondée exclusivement sur la détention et le rendement du capital, car le traité européen qui l'institutionnalise va leur être imposé en 2008 sans même les consulter. Quant à la République Française, noyauté par les lobbies financiers activistes, elle n'est plus en mesure de répondre efficacement aux besoins de la population et des entreprises.

Alors que la crise du logement est un enjeu majeur de la cohésion sociale dans notre pays, le gouvernement s'apprête à banaliser la distribution du Livret A, pour permettre aux banques de récupérer les liquidités qu'elles n'ont pas été en mesure de gérer à bon escient. La crise financière actuelle est pourtant la démonstration d'une incompétence des marchés à s'autoréguler. Faut-il pour autant renflouer les irresponsables avec l'épargne populaire des Français ?

L'Etat, incapable d'assurer la satisfaction des besoins essentiels de la population ni de renforcer le pouvoir d'achat des citoyens, reste toujours disponible pour dilapider le patrimoine national au profit des puissances financières : la création de la société Exterimmo va permettre l'acquisition des actifs immobiliers de la République. Cette filiale de la Caisse des dépôts (CDC), détenue à 40% par Dexia et 20% par la SNI, n'aura pour seul objectif que de permettre le renflouement du budget national sans aucun engagement de construction de logements sociaux sur le foncier pourtant ainsi libéré.

Pour couronner le tout, l'engagement national en faveur des PME va se concrétiser, pour la CDC, par l'accroissement du soutien public aux acteurs du capital-investissement dont les montages financiers participent pourtant à la dérive financière mondiale que nous vivons et aux conséquences sociales dramatiques qui pèsent sur la collectivité.

Il est donc plus que jamais nécessaire de restaurer la **FOI PUBLIQUE** qu'incarne la Caisse des dépôts et consignations depuis sa fondation en 1816 :

- il faut conserver les systèmes de collecte et de centralisation de l'épargne populaire qui ont fait leurs preuves, eux, depuis de nombreuses années malgré toutes les crises politiques ou financières ;
- il faut redonner du sens aux missions historiques de la CDC en utilisant les actifs immobiliers de l'Etat pour construire les logements sociaux qui nous font défaut ;
- il faut que la CDC intervienne là où la Banque Centrale Européenne et les banques commerciales n'assurent plus leurs fonctions de support au crédit productif des entreprises, et qu'elle se désengage d'opérations concurrentielles spéculatives de capital-investissement ;
- il faut que la CDC cesse immédiatement de se conformer à l'idéologie capitaliste libérale et restaure la confiance des citoyens dans un Etat qui n'est plus en mesure de faire face à ses responsabilités.

**Il faut préserver la Caisse des dépôts et consignations, cet outil public essentiel, et lui assurer un avenir conforme aux besoins de la population. Car dans une Europe capitaliste libérale qui détruit les fondements humanistes de la République, c'est aussi ce qui fait encore la grandeur de la France.**